

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/05

Notes pour une allocution
du Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
devant le Conference Board
du Canada

Toronto

Le 7 février 1985

Au cours des quatre derniers mois, le gouvernement dont je suis membre a réduit de 4,2 milliards de dollars les plans de dépense du fédéral, créé Investissements Canada pour remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger, gère un fonds de 50 millions de dollars pour les secours à l'Afrique, conclu avec les provinces un accord historique sur la lutte contre les pluies acides et entrepris de mettre un terme aux activités de CANAGREX, du Centre d'information sur l'unité canadienne ainsi qu'à la pratique de Revenu Canada de considérer que les contribuables sont coupables jusqu'à preuve de leur innocence. D'autres modifications importantes de la politique canadienne seront annoncées dans les semaines qui viennent. Mais plutôt que de discuter de ces diverses mesures aujourd'hui, je voudrais vous entretenir d'un processus qui, à ce stade de la vie de notre pays, est aussi important que tout changement d'orientation. Il s'agit du recours à la consultation pour obtenir l'appui du public face aux changements difficiles qui se posent au pays.

Les gouvernements ne sont pas tenus à la consultation. Pendant sept ans, j'ai été chef de l'Opposition dans un Parlement où, à toutes fins utiles, le Gouvernement n'avait pas l'habitude de la consultation. Ce style a créé des divisions permanentes au sein de notre communauté en ce qui concerne les questions énergétiques, la politique budgétaire et le fédéralisme lui-même. Qui pis est, ce style d'affrontement nous a fait perdre de vue l'importance de la conciliation dans les succès qu'a connus le Canada en tant que pays. Je ne parle pas de compromis, si essentiel ce principe soit-il. Je parle de raison et de coopération en tant que moyens d'aider les gens à progresser, et à progresser ensemble.

Le Canada est respecté ailleurs dans le monde pour ces mêmes qualités; il ne faut pas s'en surprendre puisque ce sont des habitudes bien de chez nous. Le nouveau Gouvernement, qui a reçu de sa population un mandat de changement, compte renouer avec cette tradition canadienne de s'unir devant l'avenir. Comme la consultation rend le changement possible, nous comptons y recourir souvent.

On m'a confié la responsabilité des relations du Canada avec l'étranger. Nous avons promis un examen public fouillé de ces relations, et ce processus s'anorcera bientôt au Parlement. Il n'y a jamais eu de revue parlementaire détaillée de la politique étrangère, et ne serait-ce que sous ce seul rapport, cette initiative novatrice sera utile. Mais je vise surtout, par cette initiative, à sensibiliser un plus grand nombre de Canadiens aux changements

profonds qui s'opèrent dans le monde - changements auxquels le Canada doit faire face s'il veut réaffirmer sa présence au sein de la communauté internationale. J'ai également d'autres motifs, et je les reconnais.

À mon avis, la politique étrangère du Canada a pendant trop longtemps été le fief de ce qu'un téméraire appellerait une élite, souvent une élite éclairée. Aujourd'hui, plus de gens s'intéressent à la politique étrangère, à la fois parce que l'économie mondiale et la menace nucléaire forcent cet intérêt, et parce qu'ils disposent de plus de temps et sont mieux informés.

La réponse des citoyens canadiens à la famine en Afrique est une manifestation éloquente de ce phénomène. Lorsque j'ai annoncé la création de notre Fonds pour l'Afrique, nos experts m'ont indiqué que nous pourrions peut-être recueillir auprès du public canadien une somme additionnelle de 10 millions de dollars. Bon nombre doutaient qu'on atteigne cette somme. À peine trois mois après cette annonce, entre 400 000 et 500 000 Canadiens y sont allés de contributions dont le total approche aujourd'hui les 30 millions de dollars. Les organisations non gouvernementales nous précisent que les contributions s'établissent, en temps normal, à entre 30 et 40 \$ en moyenne. En réponse à la situation de famine en Afrique, les dons se sont chiffrés à entre 60 et 70 \$ en moyenne, soit le double du montant habituel. Vous pouvez rétorquer qu'une famine, dont l'effet est amplifié par la télévision, peut provoquer une réponse exceptionnelle. Je crois que ce serait là sous-estimer l'intérêt que porte le Canadien au monde qui l'entoure, particulièrement lorsqu'on lui donne la possibilité d'apporter une contribution quelconque à la solution de problèmes qui l'inquiètent.

Nous avons aussi décidé de procéder à un examen de la politique étrangère parce qu'il nous semble sain pour les Canadiens, après des décennies d'introspection sur l'identité et la constitution, de s'ouvrir sur le monde et d'y jouer un rôle. En fait, il se peut que nous en apprenions davantage sur notre caractère par nos actions à l'étranger que par notre introspection chez nous.

J'ai été appelé récemment à jouer un rôle - fort modeste, je tiens à le préciser - dans ce qui peut devenir une contribution très importante à la paix en Amérique centrale. Les quatre pays du groupe de Contadora - le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Panama - proposent un accord en vue de rétablir la paix en Amérique centrale, ainsi qu'un mécanisme pour maintenir cette paix si

l'objectif initial est réalisé. Du fait de son excellente réputation dans les opérations de maintien de la paix - en Indochine, au Moyen-Orient, à Chypre - les pays du groupe de Contadora ont demandé au Canada son avis pour s'assurer que le mécanisme envisagé est viable. Notre gouvernement et le gouvernement libéral qui l'a précédé ont fourni ces conseils. J'ai envoyé des experts au Mexique pour examiner le mécanisme dans le détail; nous avons donné au groupe de Contadora un mécanisme qui peut fonctionner. Ce n'est peut-être pas aussi spectaculaire qu'une opération de bombardement - ou une mission de paix -, mais c'est une contribution pratique, solide et essentielle que probablement seul le Canada est en mesure de faire. Cet exemple n'est pas unique.

Dans les villages un peu partout en Asie et en Afrique, au sein de comités qui négocient des accords sur la prévention de la guerre chimique ou le droit de la mer, au sein de compagnies canadiennes qui exportent des techniques novatrices ou construisent des routes, des réseaux ferroviaires ou des ponts, on trouve une présence canadienne active et souvent distinctive. Notre propre population devrait être davantage au courant de ces choses, et une revue parlementaire peut être utile dans cette optique.

Mais le gouvernement a décidé de procéder à un examen de la politique étrangère d'abord et avant tout parce qu'il estime que les Canadiens seront prêts à relever leurs propres défis seulement lorsqu'ils comprendront que, dans le monde d'aujourd'hui, leur pays ne peut se permettre le luxe de l'isolement. Nous faisons partie du monde, nous sommes assujettis à ses contraintes et nous participons à ses occasions. Le concept du "village planétaire" ne signifie pas seulement que nous sommes au fait des développements qui surviennent partout dans le monde. Il signifie aussi que ces développements touchent et changent nos vies, que nous le voulions ou non. Nous vivons dans un monde très interdépendant. Lorsqu'il y a une guerre dans le Golfe, ou une incertitude au Kremlin ou à Washington, ou une crise de la dette au Mexique, aucun d'entre nous n'est épargné; ni le propriétaire qui renouvelle son hypothèque, ni le travailleur d'usine ou le petit homme d'affaire, ni l'exploitant agricole, ni le pêcheur ni le chasseur de phoques et encore moins les entreprises. L'économie internationale est notre économie. Notre sécurité est la sécurité de tous. Je veux amener les Canadiens à prendre conscience de l'interdépendance très réelle de la politique étrangère et de la politique économique. Ce sera là un des points saillants du Livre vert que je déposerai. Parce que je crois que l'acceptation de cette réalité est la première étape essentielle de notre réaction à cette réalité.

Il va de soi que ce document traitera également en profondeur des points de concentration plus traditionnels de la politique étrangère canadienne - notre engagement à la cause du contrôle des armements et des organisations internationales et notre rôle d'avant-garde dans le développement international. Il soulèvera des questions sur nos priorités dans le secteur traditionnel de la politique étrangère. Il mettra l'accent sur l'un des grands atouts de notre pays: le fait que nous ayons toujours pu, dans les différentes crises qui se sont produites, modérer le climat dans lequel surviennent les affrontements cruciaux. Nous avons lancé l'idée du maintien de la paix; nous avons aidé à créer l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; nous avons pris l'initiative du mouvement visant à expulser l'Afrique du Sud du Commonwealth; nous nous sommes régulièrement portés à la défense d'organisations qui contribuent à unir les divers pays, qu'il s'agisse des Nations Unies ou du GATT. Ces éléments de la politique étrangère et d'autres encore doivent faire l'objet d'une revue publique pour veiller à ce qu'ils reflètent les objectifs contemporains du Canada.

Mais il nous faut aussi nous pencher sur l'économie internationale.

L'importance de l'interdépendance pour notre propre prospérité et sécurité ne fait pas de doute. Des relations et un développement économique sains contribuent grandement à la stabilité et à l'influence. Voilà pour la vision optimiste des choses. Du côté un peu plus pessimiste, les risques de problèmes sont grands. Les conflits régionaux se répercutent sur les économies nationales, les échanges commerciaux et les structures internationales des prix; la course aux armements entre l'Est et l'Ouest et les achats militaires dans le monde influent sur les budgets nationaux et le développement économique; les considérations relatives à la sécurité se répercutent sur nos relations commerciales avec les pays du bloc communiste; les perturbations socio-économiques troublent la stabilité politique et ébranlent les économies nationales. Ce jeu de facteurs détermine la stabilité relative et le climat général du monde dans lequel nous commerçons.

Quelques-uns de ces problèmes nous échappent. Nous sommes cependant en mesure de contrôler notre propre position concurrentielle. Il est capital que le Canada soit compétitif sur les marchés mondiaux. Les nations sont influentes dans la mesure où elles savent faire progresser leurs avoirs et leurs intérêts. Mais il y a l'envers de la médaille: les nations perdent leur influence à mesure que

diminue leur capacité de faire progresser leurs intérêts. Comme bon nombre d'entre vous le savez, nous n'obtenons pas d'assez bons résultats. Permettez-moi de vous citer quelques statistiques qui décrivent notre compétitivité et notre position relative à l'échelle internationale.

Il est instructif de constater que le volume des exportations japonaises est deux fois plus gros que celui des exportations canadiennes, surtout que le Canada exportait davantage que le Japon en 1968. En tant que pays exportateur, nous avons glissé du quatrième au huitième rang. Selon les chiffres, nous avons élargi notre part du marché dans quatre secteurs manufacturiers seulement sur un total de soixante-dix, et cette part s'est amenuisée dans vingt-et-un secteurs.

L'analyse des tendances de la productivité n'est guère plus réjouissante. De 1970 à 1981, le Canada s'est classé aux derniers rangs des principaux pays industrialisés pour ce qui est de l'accroissement de la production manufacturière par travailleur. D'autre part, dans le secteur manufacturier, la combinaison d'une production assez faible et d'un taux de rémunération élevé par heure de travail a entraîné la hausse des coûts de main-d'oeuvre par unité de production. Cela est particulièrement évident si l'on établit une comparaison avec les Etats-Unis. Il est également significatif que les taux de rendement bruts du Canada dans le secteur manufacturier aient été sensiblement inférieurs à ceux des Etats-Unis, du Japon, de la France et de l'Allemagne de l'Ouest en 1982.

Ces indicateurs ne sont pas très réconfortants, pas plus que ne l'est l'image plus générale que nous obtenons lorsque nous regardons les deux secteurs clés de la vie canadienne qui sont directement liés à la compétitivité actuelle et future du Canada: la recherche et le développement et notre système d'éducation.

En ce qui concerne les ressources consacrées à la recherche et au développement, l'OCDE classe le Canada comme un consommateur moyen, bien qu'il figure généralement parmi les grandes économies de l'OCDE. On peut tout simplement en déduire que les ressources allouées à la recherche et au développement en général sont nettement inférieures aux montants investis dans d'autres secteurs d'activité économique. Nous devrions nous inquiéter du fait que les ressources consacrées à la recherche et au développement industriels par habitant sont encore plus maigres.

Certains facteurs tendent également à démontrer que le système d'éducation canadien ne prépare pas aussi bien qu'il le pourrait les diplômés à affronter les marchés internationaux. Bien qu'il soit difficile d'établir des comparaisons objectives, les évaluations internationales en cours donnent à entendre que les étudiants canadiens n'obtiennent pas des notes assez élevées dans des matières importantes comme les mathématiques. Nous devons également nous demander si la grille de spécialisation postsecondaire donne le mélange optimal d'ingénieurs, de scientifiques et d'administrateurs dont nous aurons besoin pour établir et conserver une structure industrielle supérieure.

Le commerce, l'éducation ainsi que la recherche et le développement n'ont jamais été considérés comme des éléments de la politique étrangère du Canada. A notre avis, ils devront dorénavant l'être. Nous nous proposons de modifier radicalement la façon dont nous percevons la politique étrangère.

Il est un dernier aspect de la relation entre la politique étrangère et la politique économique que je tiens à mentionner. Il s'agit de la réalité CHOQUANTE de l'influence matérielle plus grande que les pays plus riches peuvent avoir comparativement aux pays plus pauvres. Malgré les restrictions annoncées, le gouvernement du Canada a décidé de demeurer actif sur les plans du développement international, de nos alliances défensives, et de notre présence à l'étranger et au sein d'institutions internationales. Mais nous ne pouvons faire tout ce que nous voulons. Je ne fais pas allusion par là à nos priorités au chapitre des dépenses, mais bien à nos priorités concernant nos revenus en tant que pays. Pour faire plus, nous devons produire davantage. Notre efficacité internationale dépend de notre capacité d'être concurrentiels et d'exceller dans une économie mondiale en mutation.

Les Canadiens sont tout à fait capables de relever les défis lorsqu'ils les ont identifiés. Nous avons fondé une nation malgré des obstacles beaucoup plus formidables que la complexité économique ou les incertitudes nucléaires qui caractérisent le monde actuel. Il va de soi que les gouvernements sont appelés à prendre des décisions difficiles, et c'est ce que nous ferons. Nous devons également faire en sorte que les Canadiens accueillent favorablement ou acceptent les changements auxquels sont confrontées les nations. Nous devons tous réussir dans ce monde dangereux et complexe. Il faut donc prendre conscience de cette réalité et cesser de nous illusionner en pensant que le Canada puisse se réfugier dans le rôle confortable de spectateur.

Je ne doute pas que les Canadiens désirent relever ces défis économiques et politiques. Au cours des deux guerres mondiales et de la guerre de Corée, des Canadiens se sont portés volontaires pour aller se battre loin de leur pays. Dans chaque pays que j'ai visité en Afrique et en Asie, j'ai été très touché de voir que de petits groupes de religieux et d'enseignants canadiens travaillent à l'amélioration de la qualité de la vie dans des communautés dont la plupart d'entre nous n'ont jamais entendu parler. L'élite de notre monde des affaires parcourt le monde à la recherche de marchés et d'idées. Au cours des trois derniers mois, 500 000 Canadiens ont donné de l'argent pour lutter contre la famine en Afrique; il s'agit probablement de la plus importante contribution par habitant au monde.

En ma qualité de secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, je suis conscient à la fois des traditions rattachées à la politique étrangère et des impératifs commerciaux qui se combinent dans mon portefeuille. Mais ayant vécu pendant longtemps dans notre pays - à Mistassini et Tiger Lily ainsi qu'à Montréal et Toronto - je crois également que les Canadiens intéressés à jouer un rôle actif sur le plan mondial sont nombreux. La revue de la politique étrangère a pour objet de les aider à apprendre ce qu'ils peuvent faire. Une fois franchie cette étape, ensemble - vous et vos intérêts et connaissances spécialisés, le gouvernement avec ses ressources et ses pouvoirs, et les Canadiens prêts à s'ouvrir sur le monde, nous pourrons opérer les changements qui feront de nouveau du Canada un acteur important sur la scène mondiale.